

## **Synthese de l'Actualité Politique au Burkina Faso Durant le Mois d'Octobre 2002**

Depuis fin septembre 2002, la vie politique au Burkina Faso se trouve rythmée par les soubresauts de la crise politico-militaire qui sévit en Côte d'Ivoire, au point d'occultier complètement les autres événements politiques tels la Déclaration de politique générale prononcée par le Premier ministre le 10 octobre dernier, ou la célébration du 15<sup>e</sup> anniversaire de la prise sanglante du pouvoir par le président Compaoré le 15 octobre 1987.

### **Les origines de la crise ivoirienne**

La Côte d'Ivoire, autrefois réputée pour sa stabilité politique, n'a cessé de s'enfoncer dans la spirale de la violence politique depuis le coup d'Etat du 24 décembre 1999 qui a porté au pouvoir le général Robert Guéi. Celui-ci après avoir tenté de se maintenir au pouvoir par la fraude électorale en octobre 2000 en a été chassé, au profit de l'ancien opposant le Pr. Gbagbo Laurent, proclamé élu au terme d'une élection présidentielle controversée, de laquelle avaient été exclus deux sérieux challengers, l'ancien président Henri Konan Bédié renversé par le coup d'Etat de 1999 et le Dr Alassane Ouattara originaire du Nord de la Côte d'Ivoire mais accusé par ses détracteurs d'être Burkinabè et non Ivoirien.

Le 19 septembre 2002, une énième tentative de coup d'Etat militaire s'est produite en Côte d'Ivoire. Cette tentative de coup d'Etat qui a échoué s'est prolongée par une rébellion armée qui a progressivement pris le contrôle de la moitié Nord de la Côte d'Ivoire. Pour beaucoup d'analystes, la Côte d'Ivoire traverse une grave crise d'identité, qui puise ses racines dans la crise économique et dans les manipulations ethniques des différents régimes qui se sont succédés, et qui ont abouti à une cassure entre d'une part le Nord du pays, marginalisé économiquement et politiquement, et en majorité musulmane, et d'autre part le Sud qui concentre l'essentiel des richesses économiques, du pouvoir politique et en majorité chrétienne ou animiste.

Mais pour le gouvernement ivoirien, cette rébellion armée qui contrôle le Nord de la Côte d'Ivoire n'a pu se produire sans la complicité ou le soutien des pays voisins du Nord, en particulier du Burkina. En fait depuis deux ans, les relations entre Ouagadougou et Abidjan n'ont cessé de se dégrader.

### **La tension entre les deux pays : les accusations réciproques entre la Côte d'Ivoire et le Burkina**

La presse ivoirienne et certains responsables ivoiriens n'ont en effet de cesse d'accuser le Burkina de soutenir les rebelles ivoiriens. Récemment, le président ivoirien Laurent Gbagbo a dénoncé une "*complicité ne serait-ce que passive*" du Burkina Faso voisin avec les rebelles qui contrôlent la moitié Nord de la Côte d'Ivoire, évoquant à l'appui de ses accusations le fait qu'une cinquantaine de déserteurs ivoiriens écartés par le général Guéi parce que jugés trop proches du Dr Alassane Ouattara, aient été accueillis en exil officiellement au Burkina Faso. Pour les autorités burkinabè, toutes les dispositions ont pourtant été prises pour que le Burkina ne puisse pas leur servir de base arrière, et les autorités

ivoiriennes avaient été officiellement informées de la présence de ces déserteurs lors de la visite à Ouagadougou du président ivoirien en décembre 2001.

Le plus célèbre de ces déserteurs est le sergent-chef Ibrahim Coulibaly. Ce dernier, toujours réfugié à Ouagadougou a nié être le cerveau de la rébellion et n'avoir pas été mis au courant des préparatifs de cette rébellion au cours d'une interview facilitée par les autorités burkinabè. Selon lui, les rebelles ivoiriens ne sont dirigés par aucun politicien ou officier supérieur, et n'ambitionnent pas de s'accaparer le pouvoir, mais luttent pour l'instauration d'une Côte d'Ivoire *"démocratique, juste, qui exclut la xénophobie"*. Même s'il admet connaître les chefs rebelles insurgés, il affirme n'avoir plus de contact avec eux depuis la coupure des liaisons téléphoniques entre les deux pays, au début de la crise.

De son côté, le gouvernement burkinabè a vigoureusement rejeté les propos du président ivoirien Laurent Gbagbo. *"Nous n'avons rien à voir avec cette rébellion ivoiro-ivoirienne"*, a affirmé le ministre burkinabè de la Sécurité. *"C'est facile de nous accuser, nous n'avons rien à voir avec ce problème ivoiro-ivoirien"*, a-t-il affirmé, ajoutant que les soldats mutins *"ont eux-mêmes reconnu que le Burkina n'est mêlé ni de près ni de loin à leur mouvement"*. Pour le ministre burkinabè, les militaires en rébellion contre le régime de M. Gbagbo depuis le 19 septembre *"se sont organisés et équipés sur place à Abidjan"*. Toutefois, affirme-t-il, le Burkina se tient prêt à participer à un règlement pacifique de la crise.

Pour sa part, le président burkinabè, Blaise Compaoré, a estimé que les causes réelles de la crise politico-militaire que connaît la Côte d'Ivoire depuis le 19 septembre étaient internes. *"Il vaut mieux que les Ivoiriens se préoccupent de ce qui constitue aujourd'hui les causes réelles de cette instabilité que de regarder vers l'extérieur"*, a déclaré à la presse M. Compaoré, en marge de la cérémonie d'ouverture du Salon International de l'Artisanat de Ouagadougou (SIAO) qui s'est tenue le vendredi 25 octobre 2002. *"Depuis trois ans, il y a en Côte d'Ivoire des préoccupations qui doivent être prises en compte par les dirigeants [parmi lesquelles] l'exclusion, la xénophobie, les élections mal gérées. Tout cela conduit à l'instabilité ; on n'a pas besoin d'imaginer un facteur extérieur pour se rendre compte que la Côte d'Ivoire va vers une situation de déstabilisation depuis trois ans. Des sociologues ont même averti de la "poudrière identitaire" que constituait la Côte d'Ivoire, a rappelé M. Compaoré. Pour Ouagadougou, il s'agit donc d'une crise "ivoiro-ivoirienne" puisant ses racines dans le débat sur "l'ivoirité" qui empoisonne le climat politique de ce pays depuis des années, avec pour traduction la fracture entre Sud chrétien et le Nord musulman.*

Le Burkina Faso plaide en particulier n'avoir nul intérêt à nuire à une Côte d'Ivoire dont dépend la stabilité de l'Afrique de l'Ouest, une part importante de ses échanges commerciaux, et où résident au moins trois millions de ses ressortissants. Dans sa déclaration de politique générale devant l'Assemblée nationale le 10 octobre dernier, le Premier ministre burkinabè a réitéré que le Burkina *"n'a aucun intérêt à être, sous une forme quelconque, un agent déstabilisateur de la Côte d'Ivoire"*. *"Notre pays, a-t-il encore souligné, a condamné la mutinerie en cours et ne se lassera pas d'apporter son concours à un retour au dialogue, à la paix et à l'unité dans ce pays"*.

Mais l'inquiétude et l'exaspération commencent à gagner les autorités et les populations du Burkina à propos des exactions dont sont victimes certains ressortissants burkinabè en Côte d'Ivoire. Malgré les assurances données par le président ivoirien Gbagbo à la suite d'une première dénonciation burkinabè de la "barbarie" des forces de l'ordre ivoiriennes et de civils "incités à la haine xénophobe", le Burkina Faso a franchi un pas supplémentaire dans la mise en garde, faisant craindre le risque d'un conflit ouvert avec le régime ivoirien. Le Burkina a fait preuve jusqu'à présent de "grande retenue" et de "maîtrise de soi", a souligné le Premier ministre burkinabè. *"Mais si les exactions se poursuivent, le peuple du Burkina Faso et son gouvernement se tiennent prêts pour parer à toute éventualité"*, a-t-il prévenu, soulevant sous un tonnerre d'applaudissements chez les députés burkinabè. Il a averti que son gouvernement *"ne ménagera aucun effort pour exiger des autorités ivoiriennes le respect intégral des droits"* de la forte communauté burkinabè résidant en Côte d'Ivoire. Au cours d'une conférence de presse tenue le 23 octobre, le ministre des affaires étrangères du Burkina a implicitement condamné une fois de plus la rébellion en cours en Côte d'Ivoire, en affirmant que le Burkina condamne *« tout acte tendant à remettre en cause le gouvernement légal »*. Mais, a-t-il ajouté, *« le Burkina ne saurait tolérer les dérives, les exactions et autres manifestations xénophobes sur les populations burkinabè qui accompagnent la crise ivoirienne »*.

La classe politique burkinabè est unanime à soutenir le gouvernement dans sa position vis-à-vis de la crise ivoirienne. De même, les organisations de la société civile ont pris position, derrière le gouvernement, pour souligner les origines purement internes de la crise, condamner la tentative de coup d'Etat, tout en rejetant toute solution militaire au conflit, qu'elles souhaitent voir se résoudre par la négociation. Elles ont aussi et surtout condamné les exactions contre les ressortissants burkinabè installés en Côte d'Ivoire et appelé à la mobilisation pour faire face aux conséquences humanitaires qui pourraient résulter d'une expulsion massive de ces Burkinabè. L'opinion publique burkinabè semble en réalité dans l'ensemble favorable aux rebelles ivoiriens, plus respectueux des Burkinabè installés en Côte d'Ivoire que les forces gouvernementales à qui on impute les exactions perpétrées contre les Burkinabè. Elle dénonce en effet « l'ingratitude » président ivoirien, Gbagbo Laurent à qui le président Compaoré avait donné asile au Burkina lorsqu'il n'était encore qu'un opposant sous le régime du président Houphouët-Boigny. Elle est même exaspérée par la retenue dont a fait preuve jusqu'ici le gouvernement burkinabè, et semble réclamer des mesures plus énergiques, contre le président ivoirien, accusé d'attiser la xénophobie et de faire des Burkinabè les boucs émissaires de la crise.

### **Les conséquences de la crise sur le Burkina**

La crise ivoirienne a des conséquences multiformes sur le Burkina. Le retour des Burkinabè de Côte d'Ivoire fait craindre une catastrophe humanitaire. Pour le moment, l'ampleur du retour au pays de ressortissants souvent installés en Côte d'Ivoire depuis des décennies demeure limitée. Déjà en novembre 1999, un conflit dans le sud-ouest de la Côte d'Ivoire entre autochtones et immigrés burkinabè s'était soldé par au moins six morts et 15 à 20.000 Burkinabè

rapatriés. Mais en cas de débordements incontrôlés provoquant une fuite massive, certains milieux n'excluent pas la mise en place d'un "corridor" pour aller chercher les Burkinabè en territoire ivoirien. Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a déjà été sollicité dans ce sens par le gouvernement burkinabè.

Les autorités burkinabè ont aussi pris les devants en aménageant des sites d'accueil pour les réfugiés, avec l'appui des partenaires au développement. Mais personne ne se fait d'illusions. Le Burkina n'est pas en mesure d'accueillir ne serait-ce qu'un demi-million de ses trois millions de ressortissants installés en Côte d'Ivoire. Le pays en serait déstabilisé économiquement et socialement. Déjà au plan économique, les conséquences néfastes commencent à se faire sentir. Il faut en effet préciser que la Côte d'Ivoire était le principal débouché maritime pour le Burkina, pays enclavé. Aussi, les échanges avec la Côte d'Ivoire, si cruciaux pour l'approvisionnement du Burkina Faso ont dû être détournés vers la frontière avec le Ghana, le Bénin et le Togo, depuis la fermeture des frontières entre le Burkina et la Côte d'Ivoire. Il en résulte un renchérissement du coût du transport des marchandises, qui risque d'affecter l'économie burkinabè. En particulier, la capitale économique du Burkina Faso, Bobo-Dioulasso (365 km au sud de Ouagadougou) subit le contrecoup de la crise qui sévit en Côte d'Ivoire. Certaines usines sont à l'arrêt, des ouvriers sont au chômage technique, et l'inquiétude grandit pour la campagne cotonnière, le coton étant le principal produit d'exportation du Burkina et sa principale richesse. On constate aussi une pénurie de certains produits de consommation dans cette ville historiquement tournée vers le port d'Abidjan, son débouché maritime naturel, distant de 800 km. Il en va de même pour certaines matières premières nécessaires aux petites industries locales (construction, tôlerie, emballage). Par ailleurs, de nombreuses marchandises restent bloquées au port d'Abidjan, ce qui représente un manque à gagner considérable. Par ailleurs, les recettes douanières du pays risquent d'en souffrir, de même que de nombreuses personnes qui ne peuvent plus recevoir les économies de leurs parents installés en Côte d'Ivoire.

C'est dire que le Burkina Faso a tout intérêt à gagner à un retour à la paix et à la stabilité en Côte d'Ivoire.